

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Soziologie = Revue suisse de sociologie
= Swiss journal of sociology

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Soziologie

Band: 19 (1993)

Heft: 1

Artikel: Une mémoire collective européenne est-elle possible?

Autor: Namer, Gérard

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-814813>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 20.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

UNE MÉMOIRE COLLECTIVE EUROPÉENNE EST-ELLE POSSIBLE ?

Gérard Namer
Université de Paris VII – Jussieu

Halbwachs, fondateur de la sociologie de la mémoire, définissait la mémoire collective comme une reconstruction du passé faite par un groupe à partir des intérêts présents de ce groupe. Cette définition rend immédiatement problématique une recherche de la mémoire collective européenne. On peut en effet se demander si une sociologie de la mémoire collective européenne est possible puisque l'Europe n'est pas constituée : elle est un projet de nombreux groupes. Pour chacun de ces groupes est possible une reconstruction du passé originale.

L'importance de la question demeure en ce que les projets de construction d'une Europe supranationale, fédérale ou confédérale étendue à douze ou vingt-cinq nations diffèrent grandement; il demeure toutefois que tous ces projets vont tenter de se légitimer par la mémoire collective que chaque groupe fait à partir de son projet.

Y-a-t-il quelque chose de commun à tous ces projets qui renverrait à un minimum de mémoire collective commune ? Il le semble bien puisque, de la tentative de l'Europe, au lendemain de la guerre de 14 jusqu'aux lendemains de la guerre de 39–45, l'Europe a comme projet commun de dépasser les nationalismes qui ont été causes des guerres précédentes.

Le thème commun c'est l'Europe pour qu'il n'y ait plus de guerre. Ce projet commun renvoie à une tradition des gouvernements de l'Europe qu'ont développée un certain nombre d'utopies, depuis Henri IV jusqu'au projet de paix perpétuelle de Kant, jusqu'aux rêveries d'Auguste Comte.

C'est l'idée d'une instance des nations pour contrôler les nations. C'est la tentative difficile de transposer à l'échelon des nations le pacte social que l'école de droit naturel cherche à théoriser et qui lierait les individus et la société nationale.

A ce «nous» des nations s'adjoindrait une force collective contraignante qui s'opposerait à la nation belliqueuse qui voudrait s'y soustraire. Ce «nous», d'ailleurs, est plus un pari vers une forme à inventer qu'une intuition d'expérience : s'il y a une volonté générale d'individus réunis se dépassant en un groupe, il n'y a pas d'expérience d'une volonté générale des nations individuelles.

Cet imaginaire de l’aliénation partielle à un «nous» européen va se compliquer d’une autre visée : l’autre visée c’est un refus commun à la majorité des nations européennes des dangers que l’on perçoit à l’égard des nouveaux mondes; les nouveaux mondes en 1992 ? Les nations-empires visant à l’hégémonie économique culturelle du Japon et de ses clientèles économiques asiatiques; l’Amérique du Nord et ses réseaux d’hégémonie économique et culturelle d’autre part. L’Europe comme mémoire de la mise en question d’elle-même, économique et culturelle, se trouve confrontée à une situation inversée : l’invention économique et culturelle d’elle-même dans la contestation des nouveaux mondes-empires inégalement perçus par chaque nation européenne; l’Europe est imaginée contre les temporalités impériales comme un contretemps collectif fondant dans la négativité la temporalité européenne. Toutefois se répète ici sur le mode négatif le polycentrisme des mémoires d’actes et de projets de chaque nation : en fonction d’elle-même chaque nation envisage différemment l’unification de l’Europe contre l’hégémonie de la nation voisine; ici, chaque nation rêve l’Europe de défense commune contre les nouveaux mondes, à partir de son propre rythme de défense économique et culturel.

Se précise alors une mémoire collective européenne, une mémoire d’un polycentrisme économique et culturel : mémoire des nations-empires (Portugal, Espagne, Hollande, France, puis plus tard Allemagne, Italie, Belgique) qui se développent à des périodes différentes, à des rythmes différents, ici garantissant le rythme accéléré de l’industrialisation, là le freinant, ailleurs l’empêchant.

A côté de ce polycentrisme économique, le polycentrisme culturel depuis le moyen age jusqu’à nos jours implique l’inégale prise de conscience des contradictions entre l’Europe et les nouveaux mondes géographiques, antiques ou de régions culturelles.

Si l’Europe se veut un contretemps par rapport aux menaces économiques et culturelles des nouveaux mondes-empires, elle se trouve non moins confrontée à tous les nouveaux mondes issus de l’effondrement des anciens empires coloniaux européens (non seulement anglais, français, etc … mais aujourd’hui soviétique), à la renaissance des féodalités religieuses et/ou militaires que l’Europe a exportées, entretenues ou suscitées par ses politiques impériales antérieures : partie d’Europe, la figure coloniale du missionnaire culturel et religieux armé revient sur l’Europe; la mémoire collective européenne, c’est bien l’intention de la démocratie dans un seul pays, mais c’est aussi sa transformation en caricature ou en désastre, pour n’avoir pu inventer une démocratie de coexistence avec les sociétés environnantes. Or l’Europe à inventer comme démocratie supranationale devra répéter la situation de la France de 1792 : lutter à la fois contre ses féodalités régionales ou nationales et lutter

contre les nouveaux mondes de la féodalité où se lient les anciennes féodalités charismatiques et militaires et les nouvelles féodalités, nées aux marges du capitalisme bancaire ou industriel privé, ou soviétique (mafia, trafic de drogue), ou au cœur de ces systèmes (les clientélismes se substituant aux institutions fixées par la loi).

L’imbrication de l’invention de la démocratie européenne interne et d’un soutien sans ambiguïté mais sans guerre préventive des «lumières» du tiers-monde contre leurs féodalités militaires et charismatiques se trouve posée à l’Europe comme en 1792 : l’Europe Centrale et la nouvelle Europe de l’Est sont dans des liens d’environnements immédiats : ici se joue l’invention d’une démocratie qui serait la mémoire inversée de l’expérience coloniale; il s’agit d’inventer une culture de l’échange et de la communication partielle entre des sociétés ayant des rythmes de développement imprévisibles et des cultures provisoirement antagonistes.

Une sociologie de la mémoire collective de l’Europe est-elle possible ? Cette question va susciter d’autres mémoires collectives que nient précisément les divers projets européens déjà en acte : il s’agit de combattre les mémoires collectives latentes ou explicites des formes d’Europe déjà réalisées. La mémoire latente des Europes déjà unifiées dans le passé hante les protagonistes nationaux (Charlemagne, Napoléon ont créé une Europe-empire au bénéfice d’une nation); mais en dehors des groupes nazis européens, cette mémoire est refoulée par les souvenirs affreux de l’Europe hitlérienne.

Les autres mémoires déjà à l’œuvre (mémoire social-démocrate, mémoire libérale, mémoire catholique) renvoient de façon paresseuse et perverse à des mémoires d’Europe du passé : le XIXème siècle à la fois du libre-échange et du trade-unionisme, et l’archéologie de l’Europe sous sa forme de république chrétienne. Contre les nations, au lieu d’un fédéralisme à inventer, on évoque les vieux fantômes des supranationalismes qui se sont tous terminés par des échecs et des guerres.

L’invention d’un fédéralisme polycentriste ne peut que nier ces mémoires, en même temps que de partir de leur remise en question commandée par leur exclusion et leurs complémentarités réciproques : au polycentrisme de la décision correspondent les combinatoires des mises en question qui vont naître du jeu changeant des exclusions des mémoires collectives antagonistes.

On ne peut admettre aucun centre, aucune idéologie, mais on ne peut écarter aucune des mémoires collectives positives évoquées, puisque c’est de ce patrimoine nié que pourra naître la négativité créatrice.

Mais si la pluralité des mémoires collectives d'unification forcée fait naître une vocation à la contestation des mémoires positives pour créer un nouveau projet, d'autres mémoires collectives suggèrent une sagesse du bon usage de la négativité à l'égard des mémoires collectives; c'est la mémoire des utopies européennes ou, si l'on veut, des traditions culturelles des projets européens. Les utopies prenaient en compte les traces des unifications forcées, les anciens instruments des unifications forcées comme le droit romain, les valeurs chrétiennes, les droits de l'homme, les habitudes bureaucratiques (pour les pays d'ancienne domination autrichienne).

Le refus fondamental du catholicisme, du libéralisme ou de l'internationalisme ouvrier, c'est le refus de répéter plusieurs siècles d'échecs sanglants ayant en commun l'unification en extériorité par la croisade, le colonialisme ou la révolution mondiale : unification en extériorité contre les autres mondes, qui se substitue à l'échec d'une unité intérieure en passant par l'invention d'une démocratie.

L'échec de l'unité de l'Europe en extériorité aux dépens des nouveaux mondes revient contre l'unité européenne de façon perverse; depuis Venise qui réemploie à son profit économique et politique la croisade, jusqu'aux manipulations modernes des diverses internationales, la mémoire de l'Europe qui nous reste comme mémoire de son unification en extériorité, c'est la mémoire collective coloniale : la mémoire de l'identité unie de l'Europe, c'est la mémoire de l'unification forcée de l'ensemble des nouveaux mondes, du triomphe du capitalisme marchand et industriel européen sur les mondes.

Une autre mémoire collective positive est associée à l'unicité de la science expérimentale et à l'unicité de l'invention du capitalisme industriel par l'Europe. Mais cette mémoire collective est niée par l'affaiblissement des nations ayant eu un empire colonial, l'affaiblissement économique et éthique; elle est niée par l'échec de l'illusion que le partage colonial du monde (Traité de Berlin) puisse assurer la coexistence pacifique des nations en Europe (guerres de 14 et de 39).

Il reste que l'inégale hégémonie commerciale de villes comme Venise, Anvers, Londres, Amsterdam font de ces centres d'hégémonie commerciale des centres de mémoires culturelles qui rejoignent le réseau antérieur des anciens centres commerciaux, carrefours où se croisaient les divers itinéraires terrestres de l'Europe avec les autres mondes, et de l'Europe périphérique avec l'Europe centrale.

Les mémoires collectives positives de l'Europe sont donc des réseaux d'interaction entre les mémoires unifiantes en extériorité par rapport aux nouveaux

mondes, et des mémoires en intérieurité (interaction économique et politique d'échecs et de compensations) : il reste de ces interactions et de ce polycentrisme économico-politique une mémoire d'itinéraires de commerce culturel qui se surajoute aux réseaux précédents, qui les prolonge dans le temps sous la forme essentielle d'une capitalisation et d'une recherche critique de synthèse de la confrontation de chaque centre culturel européen ayant tenté une intégration critique des confrontations culturelles externes et internes.

L'Europe et sa mémoire fondamentale commence à s'esquisser : elle est le lieu de la terre qui est la mémoire du monde entier; une mémoire qui a pu naître dans différents moments du temps de telle ou telle ville, de telle ou telle nation européenne; une mémoire de la confrontation faite de la capitalisation mondiale des richesses, des expériences de commerce, de culture, des moeurs, des croyances, des savoirs scientifiques, esthétiques, politiques, confrontation avec la tentation permanente d'un réinvestissement de ce capital économique et culturel dans l'Europe interne. Une confrontation permanente de chaque centre, et qui a lieu suivant des difficultés de médiations et de durées imprévisibles.

Comme l'avaient bien vu Raynal et les philosophes des Lumières, le commerce des marchandises et des esprits s'oppose aux malheurs économiques et aux déracinements culturels des guerres esclavagistes et néo-féodales que l'Europe mène contre les nouveaux mondes.

Cette totalisation des mondes réussie dans son réemploi sera à l'origine de la synthèse des sciences grâce au progrès des mathématiques enrichi des apports chinois et arabes, de l'astronomie recueillie dans tous les pays du monde.

Par ailleurs, Merton l'a rappelé, ce sont les exigences du commerce avec les nouveaux mondes qui seront aux XVI^e et XVIII^e siècles à l'origine des développements d'accumulations techniques et d'observations astronomiques qui permettront la grande synthèse théorique de Newton.

Conclusion : Une mémoire collective d'une valeur, celle de la réitération de la mise en question de soi.

Si la mémoire collective heureuse et permanente de l'Europe consiste, à partir de l'économie, de la capitalisation des richesses des autres mondes, en leur réemploi possible dans le continent européen, le second aspect de cette mémoire est illustré par l'année 1492.

En cette année coïncident la Renaissance et la découverte de l'Amérique : la mémoire collective de l'Europe a d'abord été la redécouverte d'un autre

monde, l'*Antiquité* par laquelle elle va mettre en question son identité et sa culture. Avant toute confrontation avec les nouveaux mondes géographiques, l'Europe a déjà mis en place son identité (du XIII^e au XIV^e siècle), cette identité qui fonde l'Europe comme une seconde nature : la permanente confrontation critique de la mémoire du nouveau monde antique avec le monde chrétien.

C'est cette disposition de la mise en question culturelle de soi par la confrontation avec le nouveau monde qui va rendre possible l'ultérieure capitalisation critique que l'Europe fera de nouveaux mondes.

Depuis la Renaissance carolingienne, qui emprunte à quelques monastères des éléments de culture classique pour assurer par l'institution et l'écriture la communication entre le centre et la périphérie européenne, un même schéma se répète sans cesse : transposer en termes classiques la crise de civilisation européenne (que l'on ne peut comprendre comme telle), et chercher dans cette même culture les moyens de répondre à la crise.

C'est la conception religieuse judéo-chrétienne du temps qui permet la négation même de l'Eglise par la Grèce (il a fallu la croyance en un temps, certes, où le passé était meilleur que le présent, pour réévaluer l'ancien par rapport au moderne). Mais il a fallu aussi que cette conception du temps créé par Dieu ait une finalité positive réévaluant le futur pour que la confrontation ancien/moderne ne dégénère pas en intégrisme absolutisant le passé, mais en contradiction historique permettant la créativité, l'effort et le renouveau de l'humaniste, et permettant un jour du XVIII^e siècle le renversement signe de la modernité : la supériorité des modernes sur les anciens.

Toute notre culture philosophique européenne peut être lue comme le conflit permanent entre la foi et le savoir, entre la pensée infinie exprimant le monde de l'Asie sans frontières et le savoir rationnel, expression d'un autre monde délimité, le monde grec.

Une structure permanente d'un principe d'ouverture et de fermeture, ici affectif, là rationnel, non seulement mémoire collective de l'Europe en renouvellement incessant (devant le monde antique ou le monde colonial), mais seconde nature commandant un projet, un futur, un idéal de renouvellement critique incessant : notre richesse.

Une permanente dialectique historique et critique des deux principes de création du monde venu de l'Orient judéo-chrétien et le principe de l'incrération, de la rationalité du monde venu des Grecs. Une interaction entre la recherche du sens du monde créé par un dieu inconnaisable et de la rationalité des mécanismes d'un monde rationnel incrémenté.

L'humanisme représente une mémoire collective durable de l'Europe en tant que lieu où s'invente l'homme (et non le monde ou le Dieu) comme origine du temps : un temps créateur par la raison et la violence de la politique chez Machiavel; un temps de la subjectivité chez Montaigne, qui sait mettre l'environnement et le monde entre parenthèses par la mise en question sceptique et le refus stoïcien.

L'individu est le lieu où les violences politiques et religieuses dans l'Europe, et les violences coloniales hors d'Europe, sont mises sur le même plan et transformées en réflexions critiques sur les institutions politiques. L'individu et le droit naturel, le pacte social, la volonté populaire se substituent à la légitimité sacrée de la violence monarchique : lieu de l'invention de la temporalité individuelle qui légitime tant la réflexion éthique que la vérité scientifique, la mémoire de l'Europe est alors avec l'invention du droit naturel l'invention de la démocratie fondée sur le droit à la sûreté et à la liberté de chaque individu.

La mémoire culturelle de l'Europe se présente donc comme sa mémoire collective essentielle, maîtrisant la confrontation entre le fini et l'infini par la formalisation mathématique en science, par sa sublimation en pensée du changement, ou en jeu esthétique du fixe et du mouvant.

Mais l'essor, tant de la science, de la philosophie et de la musique, est dû à la possibilité du polycentrisme des énergies culturelles créatrices, polycentrisme toujours compensé par la pérégrination des créateurs ou de leurs créations. Retenons la leçon puisqu'elle nous servira à penser, et la mémoire de la réussite de l'invention démocratique, et la mémoire de son échec.

C'est dans les nouveaux mondes, plus que dans le continent européen, que l'on garde la mémoire collective de l'Europe comme lieu de la création continue et critique de la démocratie.

La démocratie parlementaire est inventée en Angleterre, puis en France sous forme de monarchie constitutionnelle : elle est essentiellement invention d'une temporalité politique qui a ses débuts, sa fin, son renouvellement, ses procédures fixées par convention et imposées d'un commun accord. La force physique des féodalités affrontant les forces physiques de la monarchie alliée à la bourgeoisie est aliénée en une puissance de conviction affrontant les puissances de conviction adverses; à l'instabilité guerrière succède le changement légal de politique : la monarchie de droit divin avait seule gardé le principe oriental judéo-chrétien de la légitimité sacrée du roi, se fondant sur un jeu de mémoires sacrées : la mémoire de Dieu pour le roi qui le représente, et, comme dans la monarchie grecque archaïque, la mémoire sacrée du roi fondant ses dettes inégales à ses féodaux. Par la démocratie, l'Europe, comme la démocratie

athénienne, substitue à la mémoire immobile la changeante conviction rationnelle. De force subversive, la féodalité devient partie intégrante de la nation où toutes ses énergies sont sublimées au cœur de la nouvelle société industrielle, sous forme de parti de l'ordre corrigéant les excès du parti du mouvement. La démocratie achève la défaite de la féodalité soumise de force dans l'Etat-nation en une déréalisation : le parti conservateur ne peut gagner qu'en se soumettant à la nation et à l'intérêt général, c'est-à-dire en renonçant à être à l'origine d'une temporalité politique centrée sur une région.

La mémoire collective de l'Europe qui sert de leçon aux autres mondes, à la recherche, à la fois, de leur indépendance et de leur propre combat contre leurs formes de monarchie sacrée et leurs formes de féodalité, c'est aussi bien la mémoire d'une invention inachevée et ayant abouti à une double impasse : l'échec de la démocratie dans un seul pays, échec qui fait basculer la nation en empire (colonial anglais ou continental français), et l'échec de la démocratie à intégrer le mouvement ouvrier.

C'est probablement cette mémoire collective de l'Europe comme culture de la mise en question incessante de soi qui aidera à la transformation du pacte social fixe des volontés de la diversité en volonté générale (la démocratie nationale), en un pacte social conciliant le polycentrisme des énergies créatrices nationales à l'intérieur et le polycentrisme non moins changeant des pôles de communication avec les autres mondes, de cette future démocratie transnationale à inventer.

Adresse de l'auteur:

Professeur Gérard Namer
8, domaine de Château-Gaillard
F-94700 Maisons-Alfort